

Quatrième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

Forum Social Européen : l'appel des mouvements sociaux

Comme lors de chaque édition, le Forum Social qui s'est tenu à Malmö (Suède) du 17 au 21 septembre s'est terminé par l'appel des mouvements sociaux, qui fixe quelques rendez-vous de mobilisations internationales pour les mois à venir :

Au plan européen, nous assistons à un front libéral et antisocial dans tous les domaines : crise économique et financière, augmentation des prix, crise alimentaire, privatisation et démantèlement des services publics, mouvements contre la réforme du travail, décisions de la Cour européenne de justice, démantèlement de la politique agricole commune, renforcement de l'Europe forteresse contre les migrants, remise en cause des droits civiques et démocratiques et accroissement de la répression, accords de coopération économique, intervention militaire dans des conflits extérieurs, bases militaires... tout ceci dans un monde où les inégalités, la pauvreté et la guerre permanente global augmentent chaque jour. Dans ce contexte de crise mondiale, nous voulons réaffirmer que des solutions alternatives existent en faveur de la justice, de la paix, de la démocratie et de l'environnement au plan mondial. Nous, mouvements sociaux européens, nous sommes engagés sur un agenda commun sur la façon de mener le combat pour une « autre Europe », une Europe fondée sur les droits des peuples.

- **sur la question sociale** : nous lançons immédiatement une campagne européenne contre les politiques sociales et de l'emploi de l'Union européenne, tout d'abord pour nous opposer particulièrement à la directive de l'Union européenne sur le temps de travail et sur la décision de l'UE sur la main d'œuvre immigrée. **Cette campagne comportera plusieurs étapes (par exemple le 6 décembre à Paris) et inclut l'objectif d'une mobilisation conjointe de masse à un niveau européen dès que possible.** Comme deuxième étape, nous construisons un contre-sommet/conférence large, rassembleur et stratégique de tous les mouvements sociaux européens à Bruxelles, en mars.
- **contre l'OTAN et la guerre** : nous appelons à une **grande manifestation le 4 avril à Strasbourg/Khiel**, centre de la célébration du 60ème anniversaire de l'OTAN pour dire "STOP à l'OTAN" et pour dissoudre ce terrible instrument de guerre. Ce même jour, nous appelons à des manifestations dans tous les pays d'Europe. Nous proposons que le Forum social mondial de Belem déclare le 4 avril comme journée internationale de mobilisation contre l'OTAN.
- **contre la crise climatique** : nous appelons à une **journée mondiale d'action sur le climat le 6 décembre**, pendant le sommet de Poznan, à Poznan même et dans le monde entier. Nous appelons à une mobilisation massive l'année prochaine lors du sommet mondial sur le changement climatique à Copenhague, en décembre 2009.
- **contre le G8** : en juillet 2009, le mouvement social de Sardaigne et d'Italie vont inviter tous les mouvements à venir **en Sardaigne, où se tiendra le sommet du G8 sur l'île de La Maddalena pour protester contre le G8 et ses politiques** et pour y présenter nos projets alternatifs pour la justice, la paix, la démocratie et l'environnement au plan mondial.

www.fse-esf.org

Nos partenaires : le CEDETIM

Le **Cedetim** est un Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale. Cette solidarité est conçue comme une valeur culturelle fondamentale qui se situe dans la continuité d'une tradition internationaliste. Elle ne se limite donc pas à l'aide ou au soutien à des luttes ou des mouvements qui seraient lointains et exotiques. Elle s'inscrit dans un projet ayant pour objectif la transformation de la société, ici comme ailleurs, dans le sens d'une plus grande liberté, d'une plus grande égalité, d'une meilleure justice sociale, d'un monde construit par tous les peuples. Elle est fondée sur le respect des droits fondamentaux individuels et collectifs. Ce projet signifie le refus de toutes les formes de répression, de domination, de discrimination et d'exclusion ; il ne s'agit ni de charité, ni de commisération, ni de culpabilité, mais de la construction d'un avenir commun entre peuples égaux. **Un peuple qui en domine un autre n'est pas un peuple libre !**

www.reseau-ipam.org/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=47/

Voyage en Palestine occupée

Petit compte-rendu de vacances, pour détendre l'atmosphère sérieuse de ce journal « solidaire et internationaliste » : Un syndicaliste de l'industrie devait se rendre en Cisjordanie en août dernier, avec le soutien d'une camarade de SUD Education qui avait organisé plusieurs voyages Solidaires auparavant. L'armée d'occupation israélienne ne l'a pas permis ! La camarade de Sud Education n'a pas pu pénétrer à Tel Aviv et a été expulsée le lendemain, sans justification excepté le droit, issu de la force militaire...

Pour autant le voyage de l'autre camarade de Solidaires a eu lieu tout de même : Haïfa, Nazareth, dans les territoires de 1948 où des rencontres ont pu avoir lieu avec une organisation qui rassemble palestiniens d'Israël et israéliens antisionistes : « Abnaa el Balad » (pour l'organisation politique) et « La voix des travailleurs », organisation syndicale et de défense des chômeurs/euses ouvrières du textile à Nazareth. Nous avons pu établir la liaison entre ces palestiniens « oubliés » par les accords d'Oslo avec ceux du camp de Deishe, près de Bethléem en Cisjordanie. Des contacts syndicaux ont été réactivés avec des syndicalistes palestiniens et avec l'organisation BADIL qui milite pour le retour de tous les réfugiés.

Une impression rapide de ce court voyage : « **L'autorité palestinienne** » aujourd'hui n'a qu'un pouvoir de police, les **checks points de l'armée israélienne couvrent la totalité de la Cisjordanie, l'apartheid à l'égard des palestiniens se manifeste par des routes spécifiques dans ces territoires pour les israéliens et les palestiniens.** Le « mur » établi sur des centaines de kilomètres (édifié avec le ciment fourni par un entrepreneur palestinien : Ahmed Quorei, proche de l'autorité palestinienne !) accentue encore cette division. **Le chômage est quasi généralisé et les palestiniens ne survivent qu'avec les dons internationaux des ONG.** Depuis 2002 la situation s'est plutôt dégradée.

Il n'en reste pas moins que la résistance du peuple palestinien continue, l'occupation, la construction de « murs » ne sont pas éternelles. La question des dix millions de réfugiés dans les territoires de 1948, de 1967 et dans les autres pays ne peut être évacuée. Enfin sur un plan politique, malgré le temps passé, l'échec de la voie armée, de la voie diplomatique, de la voie des négociations, de la solution imposée par Israël et la diplomatie américaine de deux Etats, la solution est sans doute celle que préconisaient l'OLP, le FPLP, le FDPLP, le Fatah et la plupart des organisations palestiniennes : un seul Etat pour une « Palestine, libre, laïque et démocratique ».

www.badil.org
www.france-palestine.org
www.protection-palestine.org
www.lapaixmaintenant.org
www.ujfp.org
www.solidaires-industrie.org/-International

Solidarité internationale : Labour Start

Labour Start, est un site international, qui informe sur « le monde du travail », et organise régulièrement des campagnes de soutien à des syndicalistes. Voilà un point sur les campagnes en cours et celles qui ont été lancées durant l'été.

Turquie : Meryem Özsögüt, militante syndicaliste, est toujours en prison. Au total, 8 415 messages exigeant sa libération ont été envoyés aux autorités. Vous pouvez participer au soutien en cliquant ici : <http://tinyurl.com/66lzgr>

Iran : ensemble, nous avons envoyé 5 963 messages de protestation au gouvernement iranien. Pouvons-nous laisser des camarades croupir en prison et/ou recevoir des coups de fouets sur la place publique pour le simple fait d'avoir participé à une manifestation (pacifique) du premier mai ? L'une des militantes, Sousan, a vu sa sentence aggravée passant de 15 coups de fouets et 4 mois de prison ferme à 70 coups de fouet et 9 mois de prison ! Nous sommes convaincus qu'un mouvement massif de protestation internationale peut persuader le régime à commuer ces peines. Envoyez un message dès maintenant : <http://tinyurl.com/6ozdr6>

Corée : nous sommes 5 674 à avoir montré notre soutien aux responsables du mouvement syndical sud-coréen menacés de prison pour avoir organisé une grève générale au mois de juillet. Exigeons du gouvernement le respect des droits fondamentaux de l'homme dont celui de se syndiquer. Cliquez ici : <http://tinyurl.com/5bphnd>

Mexique : la municipalité de Janos, à la suite d'une élection et d'un changement de tendance politique du maire, a purement et simplement licencié l'ensemble du personnel municipal. Certains ont transigé, d'autres ont été réintégrés, mais la plupart se retrouve sans ressources. Dans l'obligation de financer des recours à la justice, leur syndicat nous demande d'exercer une pression sur la municipalité. Montrez votre solidarité en envoyant un message : <http://tinyurl.com/5ugons>

www.labourstart.org/fr

Kanaky : la justice coloniale passe

La cour d'appel de Nouméa a confirmé les condamnations des 22 syndicalistes de l'USTKE, même si les peines ont été revues à la baisse: G. Jodar est condamné à douze mois de prison, dont trois mois ferme. Pour les autres militants, les peines oscillent entre un mois et quatre mois de prison ferme. Ils ont été aussi condamnés à payer à L'Etat la somme de 135 000 euros. Nous reprenons une interview du président de l'USTKE, Gérard Jodar, paru dans « les Nouvelles Calédoniennes ».

Quel est votre sentiment après l'arrêt de la cour d'appel ?

Je n'ai pas commis la moindre violence mais je suis condamné parce que je suis le président de l'USTKE et parce que j'aurais « incité » les militants à en commettre, alors que nous n'en avons pas été à l'origine. Une autre chose me surprend : la cour d'appel n'a pas retenu la privation des droits civiques, mais nous a en revanche condamnés à payer 16 millions. Un peu comme si on nous faisait une fleur, chèrement payée. Par ailleurs, les juges ont baissé les sanctions quasiment de moitié, un peu moins pour l'un d'entre nous, victime des violences policières et qui avait dénoncé cela. Nous avons d'ailleurs des images à l'appui. On a clairement voulu dire que nous avons été à l'origine de ces affrontements, alors ce sont bien les policiers qui ont chargé en premier.

Parallèlement à cela, le conflit Carsud est toujours en cours. Comment le syndicat peut-il tenir une grève aussi longtemps ?

A la fin d'une récente réunion avec d'autres représentants syndicaux, on me disait « de toute façon, vous à l'USTKE, vous êtes en dehors des normes. » C'est vrai. Notre organisation nous le permet. Depuis dix mois, vingt et un de nos adhérents sont toujours en grève à Carsud : le syndicat règle leurs factures d'eau, d'électricité. Depuis le début de l'année, par solidarité syndicale, nous avons ainsi déboursé entre 700 000 et 800 000 francs par mois, soit plus de 7 millions. Sans compter 10 millions pour les frais d'avocat. Encore une fois, notre organisation peut se le permettre : chaque adhérent reverse 1 % de son salaire à l'USTKE, qui compte environ 6 000 adhérents. Nous avons plus de cotisations que tous les autres syndicats réunis. Ce n'est donc pas un hasard non plus si la justice a décidé de frapper au portefeuille, puisqu'elle sait qu'on ne peut pas nous atteindre sur notre capacité de mobilisation.

Reste que la cour d'appel vous a condamné à trois mois ferme. Etes-vous prêt à aller au Camp-Est ?

Moi oui, j'en profiterai pour faire du sport... Mais ça me fait peur pour ce qui risque d'arriver par la suite. D'autres ne sont pas du tout prêts à accepter de voir le président de l'USTKE derrière les barreaux. A commencer par les gardiens USTKE du Camp-Est, qui ne veulent pas me voir franchir les portes de la prison. Je pense aussi que d'autres seront prêts à se lancer dans des actions qui risqueraient de remettre en cause beaucoup de choses dans le pays. En France ou partout ailleurs, on n'a jamais vu un responsable syndical condamné en tant que tel à de la prison ferme (Le 7 février 2002, la cour de cassation avait confirmé les trois mois ferme prononcés contre José Bové, porte-parole de la Confédération Paysanne, pour le démontage du McDo de Millau, NDLR). Pour finir, il faut bien avoir à l'esprit que ces condamnations ne remettront absolument pas en cause les actions du syndicat et la manière de les mener.

www.solidaritekanaky.org

Des ponts, pas des murs : mobilisation les 17 et 18 octobre

(Extrait du journal de la fédération des syndicats de SUD Education)

Pendant la Présidence française de l'Union européenne, de nombreux sommets auront lieu dans diverses villes de France (dont un sans doute à Vichy!) où Sarkozy et consorts tenteront de pousser encore plus loin la xénophobie des Etats-forteresses. **En résistance à cette frénésie répressive, une mobilisation se construit pour un contre-sommet les 17 et 18 octobre à Paris.** L'Union syndicale Solidaires, avec la LDH, le MRAP, le RESF, l'UCIJ, le GISTI et des dizaines d'autres organisations, collectifs, mouvements, a signé l'appel à une initiative unitaire pour **défendre les droits des migrants et des peuples face à la machine de mort qui est à l'œuvre non seulement au large des îles européennes, ou aux frontières des pays limitrophes comme la Lybie et le Maroc, mais aussi dans les camps d'internement pour migrants et autres centres de rétention dispersés sur tout le territoire européen.**

En France, comme dans de nombreux pays européens, c'est la législation et son application par ceux qui "l'exécutent" qui sont responsables de l'existence même des "Sans-Papiers" et des persécutions de tous ordres qui leur sont infligées :

- refus de l'asile aux victimes des guerres, nettoyages ethniques, exactions, tortures... ou catastrophes, famines qui ravagent la planète, maintien de milliers de familles arrivées depuis longtemps dans une extrême précarité, sans titre de séjour, sans logement décent, sans travail, sans protection sociale...et à la merci d'une Obligation à Quitter le Territoire,
- maintien de milliers de travailleurs étrangers dans un statut de "sous-salariés", hors de toute protection par le Code du Travail (salaires misérables, heures sup non-payées, accidents du travail non déclarés, licenciements abusifs...) par le simple refus des autorités préfectorales de leur délivrer une autorisation de travail,
- arrestations, rafles, emprisonnement et expulsion de milliers de personnes, femmes, enfants, malades et vieillards compris, dans des conditions d'une extrême brutalité, pour ce seul "délit" de ne pas avoir obtenu de titre de séjour...,
- éclatement de familles, séparation forcée de conjoints, arrachement de jeunes majeurs à leurs parents, chantage à l'obtention de visas long séjour, par l'expulsion vers des pays avec lesquels parfois les intéressés n'ont plus aucun lien, et où parfois leur vie est menacée,
- incitation aux actes désespérés (suicides, automutilations, violence contre soi ou les autres) ou à la révolte (grèves de la faim, voire de la soif, incendies dans les Centres de Rétention...) de ceux qui ont épuisé toutes les autres formes de résistance à la négation de leurs droits,

- criminalisation des actes de résistance (depuis le refus d'embarquer du sans-papier expulsable jusqu'au soutien actif des citoyens solidaires), multiplication des procès, stigmatisation de l'étranger "délinquant".

Dérive d'une "République" (président, gouvernement, parlement, préfectures, police, et parfois...justice) ivre de sa haine de l'étranger et qui la déploie dans une débauche de moyens (combien coûtent les dizaines de CRA, prisons spéciales pour étrangers, combien coûtent les 25000 expulsions annuelles dont se vante Hontefeu ?) pour faire croire à son électorat qu'elle a le pouvoir d'éradiquer de son sol tous les "nuisibles", qu'elle va régler à coups de matraque et de condamnations pénales la question des Réfugiés et Déplacés !

Pour quel bénéfice social, cette barbarie quotidienne ? Quels problèmes cela règle-t-il à l'échelle d'un pays ou des continents : inflation, régression salariale, licenciements, chômage, insécurité sociale, discriminations, extrême pauvreté, catastrophes écologiques ... frappent-ils moins les classes pauvres ? Un bénéfice politique, alors, peut-être... Quand un Président qui fait le bravache échoue lamentablement et n gouvernement veulent masquer leur impuissance à résoudre les problèmes sociaux, sur qui peuvent-ils encore s'acharner pour faire diversion...?

17 octobre : deuxième conférence non gouvernementale euro-africaine avec des forums sur différents thèmes
18 octobre : grande manifestation pour une autre politique d'immigration européenne.

www.despontspasdesmurs.org
www.sudeducation.org

Forum des Peuples

Extraits de l'appel adopté par le Forum des Peuples, à Katibougou (Mali) en juillet 2008.

Le monde entier traverse depuis plusieurs décennies une crise économique et sociale d'une extrême gravité. Elle se caractérise par une offensive générale du capital financier international laquelle se traduit par la destruction systématique des conquêtes sociales des travailleurs, la militarisation des relations internationales, l'intensification des guerres, de conquête coloniale et de domination impérialiste (Irak, Afghanistan, Palestine), le chantage nucléaire, la criminalisation de l'immigration, la flambée des prix des hydrocarbures, la crise alimentaire, la poursuite effrénée des réformes meurtrières des Institutions Financières Internationales (FMI-BMOMC), les privatisations anarchiques des secteurs vitaux de nos économies.



Malgré l'extrême gravité de la situation dans le monde, le G8, ce directoire mondial informel, illégitime et antidémocratique continue à faire des effets d'annonce et des promesses non tenues. En 2005, son engagement en faveur des pays pauvres a permis l'annulation d'un montant dérisoire de 39 milliards de dollars US alors que le Continent africain à lui seul devait 215 milliards de dollar US et l'Amérique Latine 723,6 milliards de dollar US. Pour la même période, le transfert net de capitaux du Sud vers le Nord était de 354 milliards de dollar US pendant que l'aide publique au développement se réduisait comme une peau de chagrin et que le montant de la dette culminait à 2800 milliards de dollars !

La Fao (organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture) a souligné en 2008 que la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Les Institutions Financières Internationales et Régionales ont baissé d'une manière drastique les ressources destinées à l'activité agricole qui est le moyen d'existence principal de 70% des pauvres dans le monde. Dans certains cas, le portefeuille de prêts à l'agriculture d'une institution est passé de 33% en 1979 à 1% en 2007. Alors que la grande majorité des populations dans le monde souffre de manque de nourriture, quelque 2,3 millions de tonnes de riz sont actuellement stockées par le Gouvernement japonais dans une dizaine d'immenses hangars réfrigérés et risquent d'être livrés aux animaux. En termes de maîtrise de l'eau, de construction d'infrastructure, de capacités de commercialisation, d'accroissement de la production végétale et de la réduction de la faim, la FAO précise qu'il faut un investissement de 25 milliards de dollars us par an.

Alors que le monde ne demande que 30 milliards de dollars par an pour relancer l'agriculture et éradiquer définitivement la faim, 1200 milliards de dollars US sont dépensés pour l'armement pendant que 862 millions de personnes meurent de faim dans le monde ! Quel scandale !

www.forumdespeuples.org www.cadmali.org

La commission internationale Solidaires

La commission s'est réunie le 12 septembre, et a abordé les sujets suivants : Forum Social Maghrébin de fin juillet, répression au Maghreb, coordination syndicale euromaghrébine, Palestine, revue internationale Solidaires, forums sociaux européen et mondial, Chine, commission Europe de Solidaires, Confédération Syndicale Internationale, journées des 17 et 18 octobre sur les politiques migratoires, rencontre avec des syndicalistes allemands, relance d'Afrique XXI.

<http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/>